

# Mobilisés en faveur d'un parc

**Villa de Zep** ► Une centaine de personnes, selon un journaliste de Keystone-ATS, 300 selon les organisateurs, ont participé samedi à une «déambulation» dans le quartier des Charmilles, à Genève. Par cette action, elles entendaient mettre en lumière le manque de zones de verdure dans le périmètre et la nécessité, pour la Ville de Genève, d'acquérir le domaine que le dessinateur de BD Zep a mis en vente, afin de le transformer en parc public. Parmi les personnes présentes samedi, le conseiller administratif des Vert-es de la Ville de Genève Alfonso Gomez, l'ancienne conseillère d'Etat écologiste Michèle Künzler ou l'ancien conseiller national des Vert-es Ueli Leuenberger.

L'avenir de la propriété de Zep a pris un tour très politique ces dernières semaines au bout

du lac. En novembre, le Conseil municipal de la Ville de Genève avait accepté un crédit de 21,5 millions de francs pour racheter la bâtisse du XVIII<sup>e</sup> siècle, construite au bout d'une grande allée boisée, à l'abri des regards. La parcelle de 35 000 mètres carrés convoitée par la municipalité, qui porte le nom de Campagne-Masset, outre la maison de maître, comprend une piscine, des vignes produisant du vin, une forêt ainsi qu'une prairie. On entre dans le domaine par un grand portail situé sur l'avenue d'Aire.

Pour la gauche et le MCG, la vente de cette demeure hors du commun représente une opportunité que ne doit absolument pas laisser passer la Ville de Genève. Son acquisition par la municipalité permettra notamment de créer un parc public qui

serait un poumon de verdure au milieu d'un quartier déjà fortement densifié et qui voit fleurir les nouvelles constructions.

Le PLR a lancé un référendum contre ce crédit d'achat. Il a été rejoint dans son combat par Le Centre, les Vert'libéraux et l'UDC. La droite conteste déjà le prix de vente de 21,5 millions de francs. Un investissement qu'elle estime conséquent au moment où la Ville de Genève prévoit un budget déficitaire pour 2025. La droite critique également le flou à propos de l'affectation future de la maison et les coûts d'entretien qu'elle risque de générer pour la municipalité. De plus, pour les opposants, la parcelle n'est pas idéale pour devenir un parc public, car le terrain est en pente et ne compte qu'un unique accès depuis l'avenue d'Aire. **ATS**